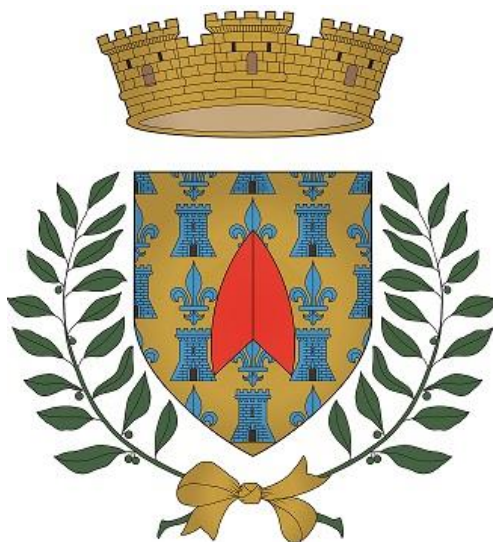


COMMUNE de G A R G A S



MAISON des ASSOCIATIONS

C. C. A. P.

Michel ROUX - Architecte DPLG / 137, Chemin de la Calade - 84220 GOULT
Thibault LARCHER - BE2TL Bet Structure / 3, Av. Anne d'Autriche - 84000 AVIGNON
Thomas GUIBERT - GT FLUIDES Bet Fluides / 31 Lot. Le Provençal
Rte de Saumane ISLE SUR SORGUE
Mickaël PIERRE - EPC Economistes / MIN 15 Av. Pierre Grand - 84300 CAVAILLON
Sébastien TARDY - Atech Midi Acousticien / 17 Bd Champfleury - 84000 AVIGNON

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES

- 1. 1 Objet du marché
- 1. 2 Tranches & Lots
- 1. 3 Maîtrise d’Œuvre
- 1. 4 Coordination OPC
- 1. 5 Contrôle Technique
- 1. 6 Coordination SPS
- 1. 7 Contrôle du prix de revient

ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

ARTICLE 3 : PRIX ET MODE D’EVALUATION DES OUVRAGES

VARIATION DANS LES PRIX & REGLEMENT DES COMPTES

- 3. 1 Répartition des paiements
- 3. 2 Tranches conditionnelles
- 3. 3 Contenu des prix / Mode d’évaluation des ouvrages et règlement des comptes
- 3. 4 Variation dans les prix
- 3. 5 Paiement des sous-traitants
- 3. 6 Formes particulières de l’envoi des projets de décomptes mensuels, de décomptes définitifs partiels et du décompte final.

ARTICLE 4 : REPRESENTATION DE L’ENTREPRENEUR

ARTICLE 5 : PENALITES DE RETARD / DELAI D’EXECUTION

- 5. 1 Retard dans la remise d’un projet de décompte
- 5. 2 Retard dans l’exécution des travaux
- 5. 3 Retard dans la remise des documents
- 5. 4 Documents fournis après exécution
- 5. 5 Délai d’exécution des travaux

ARTICLE 6 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

- 6. 1 Cautionnement
- 6. 2 Avance forfaitaire
- 6. 3 Avance sur le matériel

ARTICLE 7 : PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET DES PRODUITS

- 7. 1 Provenance des matériaux et des produits
- 7. 2 Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits
- 7. 3 Prise en charge, manutention et conservation par l’entrepreneur des matériaux et produits fournis par le Maître d’Ouvrage

ARTICLE 8 : PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

- 8. 1 Période de préparation, programme d'exécution des travaux
- 8. 2 Mesures d'ordre social, application de la réglementation du travail
- 8. 3 Règlement judiciaire et liquidation judiciaire
- 8. 4 Mesures particulières de propreté du chantier
- 8. 5 Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

ARTICLE 9 : NANTISSEMENT

ARTICLE 10 : CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

- 10. 1 Réception
- 10. 2 Délai de garantie
- 10. 3 Assurances

ARTICLE 11 : TAXE D'APPRENTISSAGE

ARTICLE 12 : DEROGATIONS

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES

1. 1 *Objet du marché*

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) concernent les travaux de :

M A I S O N d e s A S S O C I A T I O N S à G A R G A S

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

1. 2 *Tranches & lots*

Les travaux sont répartis en 10 lots définis comme suit :

Lot 01	Démolitions / Gros-Œuvre / Carrelage-Faïence
Lot 02	Charpente / Couverture
Lot 03	Etanchéité
Lot 04	Revêtement de façades
Lot 05	Menuiseries extérieures / Serrurerie
Lot 06	Doublages / Cloisons / Faux-plafonds Menuiseries intérieures
Lot 07	Peinture / Nettoyage
Lot 08	Electricité
Lot 09	Plomberie / Sanitaires
Lot 10	Chauffage / Ventilation / Climatisation

1. 3 *Maîtrise d'œuvre*

Michel ROUX / Architecte DPLG
137 Chemin de la Calade
84 220 GOULT

EPC SARL / Economistes
MIN 66 - 15 Avenue Pierre GRAND
84 953 CAVAILLON

Thibault LARCHER- BE2TL
Bet Structure
3 Avenue Anne d'Autriche
84 000 AVIGNON

Sébastien TARDY / Atech Midi
Acousticien
17 Bd Champfleury - 84000 AVIGNON

Thomas GUIBERT - GT FLUIDES
Bet Fluides
31 Lot. Le Provençal / Rte de Saumane
ISLE sur SORGUE

1. 4 *Coordination OPC :*

Michel ROUX / Architecte DPLG
137 Chemin de la Calade / 84 220 GOULT
Tél. : 04.90.72.27.91

1. 5 *Contrôle technique*

ALPES CONTRÔLES
10 Av. de la Croix ROUGE / 84000 AVIGNON

1. 6 *Coordination SPS*

ALPES CONTRÔLES
10 Av. de la Croix ROUGE / 84000 AVIGNON

1. 7 *Contrôle du prix de revient*

Sans objet

ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Pièces particulières :

- l'Acte d'Engagement (A.E.)
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)
- Les plans & détails
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.)
- Sous détail des prix unitaires du D.P.G.F.
- Le PGCPs établi par le coordinateur SPS

Pièces générales :

Les documents applicables étant ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel que ce mois est défini article 3 chapitre 4. 2

Le Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) applicable aux marchés publics de travaux passés au nom de l'Etat, approuvé par le décret 82.905 du 14 Juin 1982 et le décret 83.905 du 7 octobre 1983.

Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G.) approuvé par le décret 76.87 du 21 janvier 1976 modifié par les décrets 76.625 du 5 juillet 1976, 81.99 du 3 février 1981, 81.271 du 18 mars 1981.

ARTICLE 3 : PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX & REGLEMENT DES COMPTES

3. 1 *Répartition des paiements*

L'Acte d'Engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants, à l'entrepreneur mandataire, ses co-traitants et leurs sous-traitants.

3. 2 *Tranches conditionnelles*

Sans objet

3. 3 *Contenu des prix / Mode d'évaluation des ouvrages et règlement des comptes*

3. 3. 1 / Contenu des prix

Par le seul fait de soumissionner, l'entrepreneur reconnaît :

- qu'il a pris connaissance de la totalité des pièces constitutives du marché de tous les lots et notamment le PGC
- qu'il s'est rendu sur place et qu'il a apprécié toutes les sujétions normalement prévisibles

Les prix sont réputés comprendre :

- toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux y compris les frais généraux, impôts et taxes et assurer à l'entrepreneur une marge pour risques et bénéfice.
- toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieux où s'exécutent les travaux.
- les pertes, avaries et dommages dans les conditions de l'article 18 du C.C.A.G.

- les soins particuliers, difficultés de main d'œuvre ou d'emploi de matériaux découlant de la nature particulière des travaux de réhabilitation impliquant :

- . l'harmonisation des parties restaurées avec les anciennes
- . l'obligation d'emploi d'une main d'œuvre qualifiée parfaitement adaptée à la nature des travaux à réaliser

- . l'obligation d'emploi de matériaux de choix

- . les précautions à prendre pour ne pas dégrader en rien les parties conservées de l'édifice

- le respect des règlements de police et de sécurité pour assurer la sécurité des personnes et des biens en veillant notamment à ce que les échafaudages, matériels et agrées ne permettent pas l'accès à l'édifice aux personnes étrangères à l'entreprise en dehors des heures de travail

- l'établissement pour tous les lots d'un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé après inspection commune organisée par le coordinateur S.P.S. Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (co-traitants & sous-traitants). les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé doivent être remis au Coordinateur S.P.S. dans un délai de 20 jours à compter du début de la période de préparation. De cela découle que l'entrepreneur devra chiffrer et inclure dans ses prix les frais des mesures de sécurité.

- les frais découlant de l'obtention avant d'entreprendre un travail par points chauds d'un permis de feu signé par l'architecte impliquant pour l'entreprise de se conformer aux mesures de protection contre l'incendie qui lui seront prescrites. De ce permis découle pour l'entreprise, l'obligation de disposer sur le chantier de moyens de première intervention contre l'incendie en nombre suffisant et placés en accord avec l'architecte, dont un à disposition immédiate de l'ouvrier travaillant au point chaud.

Tout ouvrage de soudure sera suspendu 2 heures avant la fin de la journée de travail.

- les frais d'installation communes de chantier décrites au C.C.T.P. avec l'indication des titulaires des lots qui en sont chargés.

- les frais d'installation et d'utilisation d'engins de levage ou de transport (grue, treuils,...) permettant le transport et le montage des matériaux aux localisations de mise en œuvre, sauf spécifications particulières figurant au C.C.T.P. et pour lesquels il est prévu une description précise des installations à réaliser. Il est à préciser au C.C.T.P. si ces installations font l'objet d'un prix particulier ou si les frais sont à inclure dans les prix de l'entreprise.

- les frais d'assurances mentionnés à l'article 10. 3 du présent C.C.A.P.

- les frais d'établissement, d'après les pièces contractuelles, des documents nécessaires à la réalisation des ouvrages, tels les plans d'exécution, notes de calcul, études de détails, dans les conditions définies à l'article 29. 1 du C.C.A.G. Ces documents sont soumis à l'architecte avant tout début d'exécution.

- les frais de coordination et de contrôle par l'entrepreneur de ses sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

- les frais d'établissement des documents fournis après exécution par les titulaires du ou des lots mentionnés à l'article 5. 4 du présent C.C.A.P.

3. 3. 2 / Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par :

- application du prix forfaitaire dont le détail est donné dans le D.P.G.F.

Toutefois, pour les ouvrages ou parties d'ouvrages non prévus dans le bordereau de prix unitaires et pour lesquels un ordre de service aura été délivré par la personne responsable du marché, leurs prix seront établis, dans la mesure du possible, par analogie avec les prix du DPGF et de leurs sous-détails.

3. 3. 3 / Constatations des quantités d'ouvrages exécutés

En complément de l'article 12 du C.C.A.G., l'entrepreneur a la charge d'établir

- tous les documents nécessaires à la constatation des quantités d'ouvrages exécutés
- les attachements écrits et figurés comportant toutes les informations utiles pour

l'établissement des décomptes.

Ces documents seront annexés au décompte définitif (partiel ou final)

3. 3. 4 / Dépenses contrôlées

Sans objet

3. 3. 5 / Travaux en régie

Sans objet

3. 4 *Variation dans les prix*

3. 4. 1 / Modalités de variation de prix

Les prix sont réputés fermes et actualisables suivant les modalités fixées au 3. 4. 4.

3. 4. 2 / Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de l'offre de prix, ce mois étant appelé « mois zéro ».

3. 4. 3 / Choix de l'index de référence

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour les modalités de révision ou d'actualisation des prix des travaux faisant l'objet du marché sont les index bâtiments nationaux établis par le Ministère de l'urbanisme et du logement : BT pour le corps d'état concerné.

3. 4. 4 / Modalités d'actualisation

L'actualisation des prix s'effectuera par application d'un coefficient donné par la formule :

$$CN = I(d-3) / I_0$$

dans laquelle I = Index BT du corps d'état concerné

I₀ et I (d-3) sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois d-3 par l'index de référence I du marché.

Sous réserve que le mois « d » du début du délai contractuel d'exécution des travaux soit postérieur de plus de trois mois au mois Mo.

3. 4. 5 / Procédure d'actualisation provisoire

Lorsqu'une procédure d'actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune procédure d'actualisation avant celle d'actualisation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

3. 4. 6. / Application de la T.V.A.

Les montants des acomptes mensuels et de l'acompte pour solde sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements correspondants.

3. 5 *Paielement des sous-traitants*

3. 5. 1.

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu de la personne responsable du marché l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance. En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet à la personne responsable du marché contre récépissé ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception une déclaration mentionnant :

- la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue
- le nom, la raison sociale ou dénomination sociale et l'adresse du sous traitant
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et le montant envisagé de chaque sous-traité. Sont précisés notamment la date d'établissement des prix, le régime des avances, des acomptes, des réfections, des primes et des pénalités.
- lorsque le sous-traitant a droit au paiement direct, le montant prévisionnel des sommes à payer au sous-traitant ainsi que les modalités de règlement de ces sommes.

Le silence de la personne responsable du marché gardé pendant vingt et un (21) jours à compter de la date de réception des documents sus mentionnés vaut acceptation du sous traitant et agrément des conditions de paiement.

Lorsqu'un sous-traitant doit être payé directement, le titulaire est tenu lors de la demande d'acceptation d'établir que le nantissement dont le marché a pu faire l'objet ne fait pas obstacle au paiement direct de sous-traitant.

3. 6 *Formes particulières de l'envoi des projets de décomptes mensuels, de décomptes définitifs partiels et du décompte final.*

3. 6. 1 / Décomptes mensuels

Avant le 25 du mois d'exécution des travaux, l'entrepreneur envoie à l'architecte, par lettre recommandée avec avis de réception postal, ou lui remet contre récépissé dûment daté et inscrit sur un registre tenu à cet effet, son projet de décompte accompagné d'une demande de paiement sur papier à en-tête comportant les indications suivantes :

- la référence à l'article 178 du code des marchés publics
- la désignation des parties contractantes du marché (titulaire et Maître de l'Ouvrage) et, le cas échéant, celle des sous-traitants payés directement (nom et prénom s'il s'agit d'une personne physique, ou raison sociale complète s'il s'agit d'une personne morale).
- les références du marché et, éventuellement, de chacun des avenants et actes spéciaux
- l'objet succinct du marché
- la période au cours de laquelle ont été exécutés les travaux qui font l'objet de la demande de paiement.

3. 6. 2 / Envoi d'un double de la demande de paiement au comptable assignataire de la dépense.

Dès qu'il est en possession de l'avis de réception du récépissé, l'entrepreneur adresse au comptable assignataire de la dépense, un double de la demande de paiement comportant la mention de la date de réception du projet de décompte par l'architecte portée sur l'avis ou sur le récépissé.

3. 6. 3 / Décomptes définitifs

A l'issue des travaux, l'entrepreneur devra établir son décompte définitif des travaux dans les mêmes formes et modalités que les décomptes mensuels.

La non production de ce document dans les délais réglementaires entraînera les pénalités prévues au C.C.A.G.

3. 6. 4 / Transmission des demandes d'acomptes

Les demandes d'acomptes mensuels ou le DGD seront adressés à l'architecte par envois recommandés en 5 exemplaires

3. 6. 5 / Délai de paiement

Le mandatement de l'acompte mensuel doit intervenir quarante (40) jours au plus tard après la date à laquelle le projet de décompte est remis par l'entrepreneur à l'architecte.

Le mandatement du solde doit intervenir dans un délai de quarante (40) jours à compter de la notification du décompte général pour les marchés dont le délai contractuel d'exécution est inférieur ou égal à six mois.

Ce délai est de deux mois pour les marchés dont le délai contractuel est supérieur à six mois.

L'entrepreneur dispose d'un délai de trente jours pour signer avec ou sans réserves le décompte général ou faire connaître les raisons pour lesquelles il refuse de le faire.

ARTICLE 4 : REPRESENTATION DE L'ENTREPRENEUR

Le marché étant passé avec une entreprise isolée, le titulaire du marché est considéré ipso facto comme assumant personnellement la conduite des travaux (article 2.21 du C.C.A.G.)

Les autorisations administratives et privés, ou d'autres natures, devront être réalisées par l'entrepreneur titulaire du marché sans que ces sujétions n'entraînent d'incidence sur les conditions du marché.

ARTICLE 5 : PENALITES DE RETARD / DELAI D'EXECUTION

5. 1 *Retard dans la remise d'un projet de décompte*

- Mensuel : 1 / 2 000 du décompte du mois concerné
- Final : 1 / 10 000 du montant de ce décompte

5. 2 *Retard dans l'exécution des travaux*

Une pénalité journalière de 1 / 3 000 du montant du marché sera appliquée par jour calendaire de retard.

5. 3 *Retard dans la remise des documents*

En cas de retard dans la remise de documents graphiques, écrits ou photographiques et dans la présentation des échantillons, il sera appliqué, par jour de retard, après notification de l'ordre de service enjoignant à l'entrepreneur de remplir ses obligations une pénalité de un dix millième (1 / 10 000) du montant du marché et de ses avenants successifs.

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après l'exécution par l'entrepreneur conformément à l'article 40 du C.C.A.G. une retenue de 1/10 000 sera opérée dans les conditions stipulées à l'article 20.6 du C.C.A.G. sur les sommes dues à l'entrepreneur.

5. 4 Documents fournis après exécution

En fin de chantier, seront remis les plans des ouvrages exécutés (POE) et plans de recollement, en trois (3) exemplaires dont un (1) reproductible, plans qui doivent être conformes aux ouvrages réellement mis en œuvre , précis et cotés.

5. 5 Délai d'exécution des travaux

5. 5. 1. / Calendrier prévisionnel d'exécution

Le délai d'exécution de l'ensemble des lots est fixé à l'article 3 de l'Acte d'Engagement. Le délai d'exécution propre à chacun des lots s'inscrit dans le délai d'ensemble conformément au calendrier prévisionnel d'exécution joint au présent marché.

L'ordre de service prescrivant au titulaire du lot intervenant le premier sur le chantier de commencer l'exécution des travaux lui incombant est porté à la connaissance des entrepreneurs chargés des autres lots.

5. 5. 2 / Calendrier détaillé d'exécution

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le coordinateur OPC après consultation des entrepreneurs titulaires des différents lots dans le cadre du calendrier prévisionnel d'exécution visé ci dessus.

Le délai d'exécution propre à chacun des lots commence à courir à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant à l'entrepreneur concerné de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

Il est prévu une période de préparation d'1 mois maximum comprise dans le délai d'exécution.

5. 5. 3 / Prolongation des délais d'exécution

Le délai d'exécution des travaux sera prolongé d'un nombre égal à celui pendant lequel un ou plusieurs des phénomènes naturels dépassera l'intensité limite ci après :

<i>Nature du phénomène</i>	<i>Intensité limite</i>	<i>Nature du phénomène</i>	<i>Intensité limite</i>
Vent	> 90 km/h	Température	< -3°C ou > 35°C
Pluie	> 14 mm / jour	Neige	chute de neige

ARTICLE 6 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

6. 1 Cautionnement

Le titulaire du marché peut constituer un cautionnement.

A défaut de caution bancaire, une retenue de garantie de 5% sera pratiquée sur les facturations de travaux. Cette retenue sera libérée à l'échéance de l'année de garantie.

6. 2 Avance forfaitaire

Aucune avance forfaitaire n'est prévue.

6. 3 Avance sur le matériel

Aucune avance sur matériel de chantier n'est prévue.

ARTICLE 7 : PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET DES PRODUITS

7. 1 Provenance des matériaux et des produits

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constructives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

7. 2 *Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits*

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.A.G. et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant quantitatives que qualitatives, sur le chantier.

7. 3 *Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le Maître d'Ouvrage*

Sans objet

ARTICLE 8 : PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8. 1 *Période de préparation, programme d'exécution des travaux*

Il est fixé une période de préparation commune à tous les marchés comprise dans le délai d'exécution de l'ensemble des lots. Sa durée est fixée à 1 mois et commence à courir à compter de la date de notification de l'Ordre de Service de démarrage du lot N° 2 Gros-Œuvre. Durant cette période, l'entrepreneur devra dresser un programme d'exécution assorti du projet des installations de chantier (ouvrages provisoires et plan de sécurité et d'hygiène) conformément à l'article 28.2 du C.C.A.G. et le soumettre au visa de l'architecte et du maître d'ouvrage dans un délai de quinze jours (15) suivant la notification du marché. Ce délai comprend les demandes d'autorisation de voirie.

8. 2 *Mesures d'ordre social, application de la réglementation du travail*

La proportion maximale des ouvriers étrangers par rapport au nombre total des ouvriers employés sur le chantier est celle prévue par la réglementation en vigueur pour le lieu d'exécution des travaux.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitude physique restreinte rémunérés au dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder 10% et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10%.

8. 3 *Règlement judiciaire et liquidation judiciaire*

Les dispositions qui suivent découlent de la loi N° 85.98 du 25 janvier 1985 et déroge à l'article 47-3 du C.C.A.G.

Le jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à la personne publique. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, la personne publique adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article 141 de la loi du 25 janvier 1985, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article 37 de la loi. En cas de réponse négative, ou en l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si avant l'expiration dudit délai le juge commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation ou lui a accordé un délai plus court. La résiliation prend effet à la date de la décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'entreprise. Dans cette hypothèse, la personne publique pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

8. 4 *Mesures particulières de propreté du chantier*

Outre les mesures relatives à l'hygiène et à la sécurité prévues par l'article 3.1 du C.C.A.G. travaux, l'entrepreneur est soumis au respect des prescriptions suivantes :

- Les locaux destinés au personnel et les installations annexes de chantier devront être maintenues par l'entrepreneur en parfait état de propreté y compris leur aspect extérieur.
- Mise en place d'un panneau de chantier identifiant facilement le chantier et les entreprises ; modèle agréé par le maître d'ouvrage.
- L'entrepreneur prendra également toutes les dispositions pour éviter tout dépôt de déchets sur le chantier.

8. 5 *Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier*

8. 5. 1 / Principes généraux

la nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application du code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordinateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs.

8. 5. 2 / Autorité du coordinateur SPS

Le coordinateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et l'architecte sans délai et par tous les moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur le chantier. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (chute, ensevelissement, ...), le coordinateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut à ce titre arrêter tout ou partie du chantier.

8. 5. 3 / Moyens donnés au coordinateur de sécurité

Le coordinateur S.P.S. a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordinateur S.P.S.

- Le P.P.S.P.S.

Ce document doit être remis dans un délai de 20 jours à compter de la visite d'inspection commune pour le lot principal et de 8 jours pour les lots secondaires.

- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs.
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier.
- Dans les cinq jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier.

- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quelque soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats qui devront établir un P.P.S.P.S. à remettre sous huit jours après visite d'inspection commune.

- La copie des déclarations d'accident de travail.

Le titulaire informe le coordinateur S.P.S. :

- de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet.

- de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement.

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordinateur S.P.S. Tout différent entre le titulaire et le coordinateur S.P.S. est soumis au maître d'ouvrage.

A la demande du coordinateur S.P.S., le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre du journal.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi N° 93-1418 du 31 décembre 1993.

ARTICLE 9 : NANTISSEMENT

Le marché pourra être mis en nantissement suivant les prescriptions des articles 187 bis à 196 du code des marchés publics.

ARTICLE 10 : CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

10.1 Réception

L'entrepreneur chargé d'aviser le Pouvoir adjudicateur de la date à laquelle ces travaux sont ou seront considérés comme achevés est le titulaire du lot N° 2 Gros-Œuvre.

10.2 Délai de garantie

Le délai de garantie, conformément à l'article 44.1 du C.C.A.G. est fixé à un an à compter de la date d'effet de la réception.

10.3 Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la date de notification du marché, avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur ainsi que les sous-traitants doivent justifier qu'ils sont titulaires d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux et d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du code civil au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie.

ARTICLE 11 : TAXE D'APPRENTISSAGE

Sans objet.

ARTICLE 12 : DEROGATIONS

Sans objet.

« Lu et accepté »

L'entreprise